



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

Russie

Question écrite n° 15886

### Texte de la question

M. Antoine Herth attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la campagne qu'Amnesty International mène actuellement sur la Fédération de Russie. Dans le cadre de la 59e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies qui se déroule actuellement et jusqu'au 29 avril prochain, AI demande, en particulier, l'adoption d'une résolution condamnant les violations des droits fondamentaux en Tchétchénie, ainsi que la création d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les allégations de violations graves des droits humains et du droit international humanitaire dans le contexte du conflit armé en Tchétchénie, et de rendre rapport lors de la 60e session. En effet, malgré la relative accalmie que semble actuellement connaître cette région, les cas de violations des droits de l'homme restent nombreux et la situation de la population civile est toujours très préoccupante. Aussi, il lui demande quelles suites il entend accorder à cette démarche, et quelles initiatives il entend prendre pour que la Commission des droits de l'homme insiste, tant auprès de la Fédération de Russie que des groupes armés tchétchènes, sur la nécessité du respect du droit international humanitaire.

### Texte de la réponse

La France rappelle régulièrement aux autorités russes, y compris au plus haut niveau, sa préoccupation concernant la situation en Tchétchénie, notamment sur le plan humanitaire et au regard du respect des droits de l'homme. Le sujet a ainsi été évoqué par le Président de la République lors de la visite d'Etat du Président Poutine le 10 février dernier à Paris. Elle est convaincue que ce conflit, qui fait payer un lourd tribut aux populations civiles, ne pourra être durablement résolu que par une solution politique. Elle a marqué son espoir que le référendum du 23 mars dernier puisse constituer la première étape d'un processus politique et qu'il ouvrira la voie à un retour à la paix civile et à la réconciliation en Tchétchénie. Elle a noté les orientations tracées par le Président Poutine dans son discours du 16 mars dernier : large autonomie, promotion de la loi, projet d'amnistie, reconnaissance des épreuves traversées par le peuple tchétchène et des responsabilités d'autorités fédérales. Elle attend la mise en oeuvre de ces orientations. Dans ce contexte, la France insiste sur l'importance, pour le processus de stabilisation de la Tchétchénie, que les organisations internationales, les ONG et les médias puissent y travailler en toute sécurité. Le ministre des affaires étrangères a fait part à son homologue russe, à plusieurs reprises, de ses regrets devant la fermeture du groupe d'assistance de l'OSCE et du souhait de la France qu'une présence permanente de cette organisation puisse être rétablie. S'agissant de la session annuelle de la commission des droits de l'homme des Nations unies, l'Union européenne a déposé - en accord avec tous ses pays membres - un projet de résolution. Celui-ci demandait aux autorités russes de prendre rapidement toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme aux violations des droits de l'homme ainsi que du droit international humanitaire ; il les engageait à poursuivre et juger les auteurs présumés d'exactions. Ce texte demandait également le respect du principe du retour volontaire des personnes déplacées et l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour assurer l'accès en toute sécurité des organisations internationales, des ONG et des médias en Tchétchénie. La France regrette que la commission des droits de l'homme n'ait pas adopté cette résolution. Elle continuera pour sa part à faire valoir sa position concernant la

situation en Tchétchénie.

## Données clés

**Auteur :** [M. Antoine Herth](#)

**Circonscription :** Bas-Rhin (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 15886

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** affaires étrangères

**Ministère attributaire :** affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 7 avril 2003, page 2587

**Réponse publiée le :** 16 juin 2003, page 4699